ASSEMBLÉE NATIONALE

6 février 2021

PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3699)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AE496

présenté par

M. Wasserman, M. Fuchs, M. Fanget, M. Joncour, M. Frédéric Petit, Mme Gatel, M. Balanant, Mme Bannier, M. Barrot, M. Baudu, Mme Benin, M. Berta, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Bru, M. Corceiro, Mme Crouzet, M. Cubertafon, Mme Yolaine de Courson, Mme de Vaucouleurs, Mme Deprez-Audebert, M. Duvergé, Mme Essayan, Mme Florennes, Mme Fontenel-Personne, M. Garcia, M. Geismar, Mme Goulet, M. Hammouche, M. Isaac-Sibille, Mme Jacquier-Laforge, M. Jerretie, Mme Josso, M. Lagleize, M. Lainé, M. Laquila, Mme Lasserre, M. Latombe, M. Loiseau, Mme Luquet, M. Mathiasin, M. Mattei, Mme Mette, M. Michel-Kleisbauer, M. Mignola, M. Millienne, M. Pahun, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Pupponi, M. Ramos, Mme Thillaye, Mme Tuffnell, M. Turquois, Mme Vichnievsky et M. Philippe Vigier

ARTICLE PREMIER**CADRE DE PARTENARIAT GLOBAL**

Compléter l'alinéa 16 par les mots :

« (v) la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) dans les textes de référence du cadre de partenariat global permet, d'une part, de réaffirmer l'engagement de la France pour assurer l'effectivité des droits de l'enfant au titre de la Convention, et d'autre part, de faire valoir les droits de l'enfant à travers les actions de coopération et de solidarité internationale de la France. Cela permettrait de renforcer la visibilité des droits de l'enfant de manière transversale dans le texte afin de répondre à la situation de vulnérabilité des enfants, particulièrement en zones de conflits et particulièrement pour les jeunes filles. Enfin, les enfants représentent une part très importante des populations des pays prioritaires de l'aide publique au développement, la référence à la Convention permet de nommer les droits de l'enfant en tant que tels et de garantir une approche holistique de l'aide publique au développement.